

Le radar de Krasnoïarsk et les bases étrangères en Asie

## Les Etats-Unis réagissent négativement aux idées de M. Gorbatchev

Rentrée discrète

M. Gorbatchev a choisi de faire une rentrée politique plus discrète que l'an dernier. Annoncé à l'avance comme « important », le discours qu'il a prononcé le vendredi 16 septembre à Krasnoïarsk a été moins fracassant que prévu, et son texte intégral tarde d'ailleurs à être diffusé.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner sur le plan international. Le numéro un soviétique ne peut sortir à chaque instant de sa poche des propositions entièrement nouvelles, et ni Moscou ni Washington ne préparent en ce moment un grand accord comme celui sur les euromissiles : on attend plutôt la fin de la présidence Reagan et l'arrivée d'une nouvelle équipe à la Maison Blanche.

La proposition de transformer le radar de Krasnoïarsk en centre international de coopération pour le pistage des objets spatiaux n'était pas nouvelle pour les Etats-Unis, elle a été une fois de plus poliment refusée. Non que la création d'une agence mondiale de l'espace, réclamée par divers pays, soit une mauvaise idée, mais elle reste à l'état de projet, et ce qui précède le temps de la réalisation. En outre, la réaction américaine est de crainte de voir cette station, qui ne dispose pas de son propre système de défense, devenir une base pour la réinstallation de la technologie soviétique que Washington a toujours soupçonné de voler.

Il reste que, en attendant qu'il y ait un an les travaux de construction sur ce radar, Moscou a implicitement confirmé que cette installation fait problème et qu'une solution devra être trouvée un jour : la dernière idée de M. Gorbatchev vise peut-être à éviter de passer par des pertes de coûteux investissements.

L'échange proposé entre les bases américaines des Philippines et la base soviétique de Cam-Ranh au Vietnam relève davantage des propositions anciennes traditionnellement par la diplomatie soviétique à toute époque, notamment en ce qui concerne l'Europe. Même si les Etats-Unis sont actuellement engagés dans de difficiles négociations avec Manille sur le statut de ces bases, ils ne sont guère pressés de mettre sur le tapis leur présence très ancienne aux Philippines et celle, beaucoup plus récente, de l'URSS au Vietnam. D'autant que la base de Cam-Ranh est à la fois moins importante et plus vulnérable que les leurs.

Plus nouveaux sont les appels au dialogue que M. Gorbatchev, prolongeant son apaisement de Vladivostok il y a deux ans, a lancés indirectement à deux de ses alliés asiatiques : au Vietnam, invité à poursuivre dans la voie d'un règlement du conflit cambodgien, y compris en consultant avec la Chine, officiellement reconnue comme partie prenante. A la Corée du Nord, que Moscou souhaite voir rejoindre le processus de détente ; nul doute que le « grand leader » Kim Il. Sung appréciera l'intention, affichée pour la première fois par un dirigeant soviétique, de « promouvoir des relations économiques » avec son rival du Sud. Un ultime consécration après les frustrations causées au Nord par les Jeux de Séoul.

M 0146 - 09190 - 6,00 F



Les Etats-Unis ont accueilli de façon négative les propositions formulées, le vendredi 16 septembre, par M. Mikhaïl Gorbatchev en matière de désarmement et de sécurité en Asie. Washington rejette notamment l'offre de transformer en centre spatial international le radar géant de Krasnoïarsk.

MOSCOU de notre correspondant

M. Gorbatchev a tenté, vendredi 17 septembre, de redonner de l'élan aux négociations soviéto-américaines sur la réduction des armements et de définir les contours d'une politique asiatique cohérente. Point fort d'un discours de rentrée essentiellement consacré à la politique étrangère, ce double souci reflète le besoin dans lequel se trouve le secrétaire général d'engranger à l'extérieur les succès sur lesquels il ne peut à court terme compter à l'intérieur.

Tout au long de la tournée de rentrée qu'il a faite cette semaine en Sibérie orientale, M. Gorbatchev n'a cessé d'être interpellé sur des problèmes concrets, de vie quotidienne, de l'environnement à l'absence d'eau chaude, en passant par la confusion dans l'enseignement de l'histoire et bien sûr aussi par les difficultés d'approvisionnement.

BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 3.)

Menaces de grève à A 2, FR 3 et Radio-France

## Le pouvoir veut éviter la crise dans l'audiovisuel public

Après la démission du directeur de l'information d'A 2 les syndicats maintiennent leurs revendications salariales et leur préavis de grève pour le 21 septembre. Le mouvement a gagné Radio-France et FR 3 mettant dans une position difficile les responsables de l'audiovisuel public. Le gouvernement veut éviter la crise et jouer l'apaisement.

La poussée revendicative qui agite l'audiovisuel public risque de dériver sur le terrain politique. Le RPR déplore « les initiatives maladroites et intempestives » de M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre de la communication, « signe inquiétant d'une volonté de remettre au pas du monde audiovisuel ». M. Jacques Chirac se croit-il toujours en pleine campagne électorale ? rétorque M<sup>me</sup> Tasca, qui se défend d'avoir exercé une quelconque pression sur les PDG.

A Matignon, on semble décidé à donner aux responsables des chaînes la marge de manœuvre nécessaire pour négocier avec les syndicats. M. Rocard, qui commença lundi ses entretiens avec les représentants des partis pour le futur Haut Conseil de l'audiovisuel, tient à sa stratégie de consensus. Réagissant au refus de MM. Chirac et Giscard d'Estaing de se rendre à Matignon, M. Rocard a déclaré : « Je pense que l'opinion le leur reprochera. »

(Lire nos informations page 6.)

## Réfugiés kurdes en Turquie

Le premier ministre turc demande l'aide des Occidentaux.

PAGE 3

## Jean-Paul II au Swaziland

Le pape, le Lion et la Grande Éléphantie.

PAGE 4

## Hausse des loyers

Un décret qui ne règle pas tout.

PAGE 13

## Les infirmières mécontentes

Grève le 29 septembre.

PAGE 7

Le sommaire complet se trouve en page 16

## L'ouverture des XXI<sup>es</sup> Jeux olympiques à Séoul

Solemnellement ouverts, le samedi 17 septembre à Séoul, par M. Roh Tae-Woo, président de la République de Corée, les XXI<sup>es</sup> Jeux olympiques d'été sont marqués, avec la participation de cent soixante nations, du sceau de l'universalité. Seuls six pays en effet (Cuba, l'Éthiopie, l'Albanie, le Nicaragua, Madagascar et les Seychelles) ont suivi la Corée du Nord dans sa consigne de boycottage. Le défilé des délégations a illustré une volonté de détente, soulignée par une cérémonie dont le maître mot était « harmonie ».

Ces Jeux ont mal commencé pour les volleyeurs français, battus contre toute attente, samedi matin, par l'équipe des Pays-Bas sur le score de 3 sets à 1.



## La grande parade de la détente

SÉOUL de notre envoyé spécial

Un calme matin de rizière à vous faire aimer le monde entier. Un matin de totale sérénité, toute haine, toute violence oubliées comme ce « matin du monde » que racontent les légendes asiatiques. Un dragon symbo, à la différence des nôtres, tout de bienveillance pour l'humanité... A mille signes intraduisibles pour le public occidental, à la manière des comptines un peu naïves de nos livres d'enfants, la Corée du Sud a précipité, samedi, les vingt et unièmes Jeux olympiques dans les méandres de la philosophie orientale.

Pour son bien, pour se souhaiter bonne chance sur la route de son avenir compliqué, pour se faire admettre dans le cortège économique et politique des nations modernes. Mais, plus encore sans doute, à notre intention, à celle de l'idéal proposé sur ce stade de « l'éveil de l'humanité », selon le régitier des spectacles de la cérémonie. Bref, pour la paix du monde.

La cérémonie d'ouverture n'a été au fond qu'une longue et délicate exploration du yin et du yang, du bien et du mal, du plein et du creux, version coréenne du zen. Une grand-messe sans tapage au symbolisme appuyé. Une autre

lecture proposée des couleurs, le bleu, le rouge et le jaune surtout, en costumes, en oriflammes, en vagues humaines défilant sur l'immense stade de Séoul, pour nous raconter que le ciel, la terre et l'homme sont bien les valeurs fondamentales. De la Corée, bien sûr, ancestrale et si mystérieuse encore pour ce public bigarré des Jeux. Mais les nôtres aussi, les nôtres surtout.

Comme si cet orientalisme précieux et si délicat pouvait se marier à l'imagerie volontariste de l'olympisme, comme si les Coréens avaient trop bien compris, si bien traduit, la pensée de Coumbertin, le baron le plus célèbre de Séoul. Une émotion née

ailleurs, au-delà des monts du Matin calme, a irrigué les retrouvailles de la « famille olympique ». La Corée, en quelques figures, en quelques battements de tambour, avec les ors et les soies lourdes de ses danseurs, a rendu, dès l'ouverture, un angélisme gracieux au mouvement sportif.

Et ce n'était pas, après tout, que prétention ou simple folklore obligé. Les Coréens ont bien senti que leurs Jeux avaient une chance d'être ceux des grandes réconciliations, de la détente Est-Ouest. Les athlètes américains et soviétiques, ces derniers jours, ne cachaient pas leur envie de se

retrouver sur les stades, après leurs incompréhensions mutuelles depuis 1976. Pour la première fois de l'histoire olympique, cent soixante nations défilent derrière leur drapeau. Seules sept manquant à l'appel. La place de leurs bannières faisait un trou noir, visible comme un regret, sous le toit ombragé du stade.

La Chine populaire a été applaudie. Les Soviétiques bruyamment acclamés par les jeunes taekwondoks de la fédération coréenne. Le Vietnam, comme les autres voisins d'Asie, aura les faveurs du public dans les salles de boxe.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 8.)

## Le rapport sur l'accident de la gare de Lyon

La catastrophe ferroviaire du 27 juin (cinquante-six morts) a été provoquée par un enchevêtrement de circonstances où les défaillances humaines tiennent la première place.

C'est la conclusion essentielle du rapport de la commission d'enquête remis le jeudi 15 septembre à M. Michel Delebarre, ministre des transports.

Page 13

## « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Ballardur invité dimanche à 18 h 15

Cartier

7 PLACE VENDÔME, PARIS. 42.61.55.55

## Discussions sur la réforme économique

## M. Deng, modérateur

Il n'y a pas de divergences à la tête du régime en ce qui concerne les orientations fondamentales, mais il existe des opinions différentes sur les mesures à prendre pour stabiliser l'économie, a reconnu, le 16 septembre, M. Deng Xiaoping : « Nous sommes arrivés à la conclusion que nous adhérons au vieux principe : être audacieux mais en assurant son pas. »

PÉKIN de notre correspondant

Tous les hauts dirigeants chinois sont réapparus ensemble, le 14 septembre, au cours d'une cérémonie de nomination à leur nouveau grade de dix-sept généraux de l'armée populaire de libération, après plusieurs semaines d'insécurité politi-

que. Car, en fait, la direction aborde en ordre dispersé une rentrée politique tumultueuse, un an après avoir été mise en place pour succéder à la génération communiste historique.

Son chef en titre, M. Zhao Ziyang, semble avoir perdu quelques plumes dans les embarras de la réforme économique qui ont pris, ces derniers mois, des formes inquiétantes : inflation exponentielle, retrais bancaires frisant la panique, spéculation, incapacité à freiner la planche à billets... On commence à parler de grèves ouvrières contre la hausse des prix et contre le plan annoncé de dégraissage et de réforme du système de l'emploi, un casse-tête proportionnel à l'énorme masse salariale chinoise.

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 4.)

# Dates

Il y a quarante ans

## L'assassinat du comte Folke Bernadotte

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 580 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1983)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vermet.

Conducteur en chef :  
Claude Sales.

### Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoyen, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
Reproduction interdite de tous articles  
et index du Monde au (1) 42-47-98-72.

### Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

Trif	FRANCE	BOULG	SURSE	AUTRES PAYS
3	354 F	399 F	504 F	687 F
6	672 F	762 F	972 F	1 377 F
9	954 F	1 089 F	1 404 F	1 957 F
1 an	1 280 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENOUVER CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse :  
Les abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

« Le devoir de l'heure est de chasser Bernadotte et ses observateurs. Bénédict soit la main qui agira. » Ce véritable appel au meurtre, lancé il y a quarante ans, le 6 septembre 1948, par le bulletin quotidien des combattants pour la liberté d'Israël — le Lehi — plus connu sous le nom du Groupe Stern, constitue la dernière en date d'une série de mises en garde adressées au cours de l'été au médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte, le menaçant, d'une manière ou d'une autre, de le tuer « s'il met encore une fois les pieds à Jérusalem ».

Le médiateur de l'ONU, qui a prévu de se rendre le 17 septembre à Jérusalem, n'entend pas cependant renoncer à son projet. Il a quitté Beyrouth, jeudi 16 septembre, à bord d'un avion de la compagnie Aage Lundström, qui, ayant entendu que toutes les voitures étaient l'objet de tirs incontrôlés dans les environs de la porte de Mandelbaum, avait suggéré d'effectuer un détour via Latroun. « Je ne le souhaite pas », répond Bernadotte, « je dois prendre les mêmes risques que ceux auxquels sont exposés mes observateurs ». En quittant l'aéroport de Kalandia, un projectile de petit calibre atteint la jante de la roue arrière gauche de sa voiture sans lui faire perdre son légendaire flegme. « Peu importe, dit-il, que des réguliers me tirent dessus, des irréguliers, ce ne serait pas pareil. » Crainte prémonitrice.

L'atterrissage à Kalandia s'effectue sans incident. Le médiateur de l'ONU s'occupe une fois de plus une recommandation de son chef d'état-major, le général suédois Aage Lundström, qui, ayant entendu que toutes les voitures étaient l'objet de tirs incontrôlés dans les environs de la porte de Mandelbaum, avait suggéré d'effectuer un détour via Latroun. « Je ne le souhaite pas », répond Bernadotte, « je dois prendre les mêmes risques que ceux auxquels sont exposés mes observateurs ». En quittant l'aéroport de Kalandia, un projectile de petit calibre atteint la jante de la roue arrière gauche de sa voiture sans lui faire perdre son légendaire flegme. « Peu importe, dit-il, que des réguliers me tirent dessus, des irréguliers, ce ne serait pas pareil. » Crainte prémonitrice.

La traversée de la porte Mandelbaum s'effectue sans histoire. Au cours du déjeuner au siège du YMCA, dans le secteur israélien, il est décidé qu'après une brève visite au Gouvernement House — l'ex-résidence du haut commissaire britannique où le médiateur envisage de transférer son QG installé à Rhodes — le comte Bernadotte rencontrerait, vers 18 h 30, le docteur Dov Joseph, gouverneur de la partie juive de Jérusalem. Le drame éclatera vers 17 heures, au moment où le convoi officiel, qui porte les marques distinctives de l'ONU, est arrêté précisément par des « irréguliers » dans le quartier de Qatamon contrôlé par les forces juives.

Une jeep semblable à celles utilisées par l'armée israélienne, placée à un barrage routier et remplie d'hommes portant l'uniforme de la Hagana, stoppe la caravane de l'ONU. Le général Lundström n'y attache que peu d'importance, persuadé qu'il ne s'agit que d'un point de contrôle comme tant d'autres. Soudain, un homme sort de la jeep en courant, s'approche de la voiture du médiateur et tire à bout portant avec sa mitrailleuse à travers la portière dont la vitre avait été baissée. Le colonel André Sérot, chef des observateurs français, assis à la gauche du comte Bernadotte, s'affaisse sur son siège, juste derrière le général Lundström qui constate qu'il est mort sur le coup : il a reçu dix-sept balles à la tête et à la poitrine. Bernadotte, pour sa part, s'incline vers l'avant et son chef d'état-major pense un instant qu'il essaie de se protéger. Il lui demande : « Êtes-vous blessé ? ». Le médiateur esquive un geste affirmatif de la tête. Il a été atteint de six balles dans la région du cœur et saigne abondamment. Le capitaine Moshe Himmann, l'officier de liaison juif détaché auprès de Bernadotte, arrive en courant et demande à l'officier américain Bepley qui conduisait la voiture de se diriger à toute vitesse vers l'hôpital Hadassah, situé non loin de là. Mais il est déjà trop tard...

Dans le rapport qu'il adresse le même jour à son gouvernement, le général Lundström écrit : « Après avoir réfléchi longuement sur cet incident, je suis arrivé à la conviction qu'il s'agit d'un assassinat délibéré et soigneusement planifié. L'endroit où le convoi a été stoppé avait été minutieusement choisi et les personnes qui se sont rapprochées de nous connaissaient non seulement dans quelle voiture se trou-

vait Bernadotte, mais aussi la position exacte qu'il y occupait. »

L'assassinat du comte Bernadotte plonge le gouvernement provisoire d'Israël dans le plus profond des embarras. Sa responsabilité est tout de go mise en cause par M. Ralph Bunche, qui assure provisoirement la médiation en Palestine et qui n'a eu la vie sauve que grâce à un contretemps providentiel : il aurait dû prendre la place du colonel Sérot, à côté du médiateur. Dans une lettre adressée aux autorités juives, il note que « ce drame s'est produit au moment où le comte Folke Bernadotte, agissant sous l'autorité de l'Organisation des Nations unies, était en déplacement officiel à Jérusalem en compagnie d'un officier de l'armée israélienne détaché auprès de lui par les autorités juives. La responsabilité de sa sécurité et celle de ses collaborateurs incombaient donc normalement au gouvernement provisoire d'Israël dont les forces armées et les représentants contrôlent et administrent la région. Cet acte constitue une violation de la trêve de la plus extrême gravité dont le gouvernement provisoire

conçu sur le problème palestinien. En réalité, ses préférences allaient vers les résidents des camps de concentration nazis. Dans son journal intime, il n'a que des éloges pour les juifs qui « ont fait fleurir ce pays désertique » et semble pratiquement ignorer les Arabes palestiniens qui, selon lui, « n'ont pas développé un nationalisme spécifique palestinien » et se contentent d'être incorporés à la Transjordanie. Accueilli, dès sa première visite à Jérusalem, par des manifestations hostiles, il a été rapidement plongé dans le drame de la Palestine et a peu à peu revu ses idées. Il note avec amertume, en août 1948, que le gouvernement provisoire d'Israël « a laissé échapper une belle occasion » en faisant preuve de « dureté et d'intransigeance » à l'égard des Palestiniens. Il est « surpris » par l'attitude du peuple juif « qui pourtant a tant souffert » et du fait que ses représentants considèrent le problème palestinien comme une affaire purement politique sans tenir compte de ses aspects humanitaires.

Le médiateur entend donc donner aux Palestiniens arabes un foyer qui leur soit

réjoui ouvertement le Hazit Homoleidet (le Front de la patrie), une des étiquettes utilisées par le Groupe Stern, qui revendique le meurtre de Bernadotte. « L'agent britannique qui voulait mettre en application les plans de Londres de livrer notre pays à l'étranger et Jérusalem au roi Abdallah ».

Devant l'indignation provoquée à l'étranger par cet assassinat, le gouvernement israélien se dissocie bruyamment de cet « acte criminel », et donne l'ordre à l'armée et à la police d'appréhender les « assassins et leurs complices et d'extraire la honte du terrorisme du sol de notre pays ». Dès le 18 septembre, quelque deux cents membres et sympathisants du Groupe Stern sont arrêtés à Jérusalem. Deux jours plus tard, Stern et l'Irgoun sont proclamés « hors la loi ». Le 30 septembre, Nathan Yellin-Mor, qui deviendra par la suite une « colombe » et un fervent partisan de la création d'un Etat palestinien, et son adjoint Matzliach Shmulevitz sont arrêtés à Haïfa, alors qu'ils s'apprêtaient à appareiller pour quitter le pays. Les deux autres membres du triumvirat qui dirigeait le Lehi, l'actuel premier ministre Itzhak Shamir, qui s'est transformé depuis en grand pourfendeur du terrorisme... palestinien et Israël Eldad, l'idéologue du groupe, échappent au filet de la police.

Nathan Yellin-Mor et Shmulevitz comparaissent au mois de décembre devant le tribunal israélien d'Acre et sont condamnés au milieu de l'hilarité générale à huit et à cinq ans de prison, non pour meurtre, mais pour participation à une organisation illégale. Ils seront rapidement amnistiés, les autorités s'étant aperçues entre-temps qu'ils jouissaient de l'immunité parlementaire. Cette parodie de justice confirme la thèse de ceux qui affirment que le gouvernement de Jérusalem a profité de l'assassinat de Bernadotte pour parachever le démantèlement du Lehi et de l'Irgoun au profit de la Hagana, plutôt que d'essayer de trouver les meurtriers du médiateur dont la disparition, en fin de compte, le comblait.

### Irregularités et négligences

Dans un rapport accablant rédigé en mars 1950, le procureur général suédois Mathe Heuman relève dans le déroulement de l'enquête une série impressionnante d'irrégularités et « une négligence surprenante » qui, selon lui, laissent planer un doute sérieux sur la volonté des autorités israéliennes de découvrir les auteurs du crime. A l'appui de ses dires, Mathe Heuman note que le lieu du crime n'a jamais été interdit au public, que l'enquête sur place n'a commencé que vingt-quatre heures après le meurtre, que des enfants et des amateurs de souvenirs — dont éventuellement des complices des meurtriers — ont été autorisés à ramasser ce qui aurait pu constituer des pièces à conviction, que la voiture de Bernadotte n'a été examinée qu'après avoir été réparée et qu'enfin aucune disposition n'a été prise pour confronter les terroristes arrêtés avec les témoins de l'assassinat.

Dans sa réponse, le gouvernement israélien se défend de l'accusation de négligence et affirme que « rien de nouveau » ne sortirait d'un nouvel « examen du crime » et qu'en conséquence, il considère pour l'instant « l'affaire comme close ».

Depuis, une lourde chape de silence s'est abattue sur cette affaire. L'assassinat qui a ébranlé dans l'ouest la première tentative timide de coexistence israélo-arabe est tombé peu à peu dans l'oubli, en partie grâce à la passivité des autorités dont le rôle, réel ou supposé, dans la préparation et le déroulement de ce crime n'a jamais été élucidé. Si on suit avec certitude que le Lehi, dont le commandant opérationnel était alors Itzhak Shamir, a conçu et organisé le meurtre, on se sent probablement jamais si les occupants bénéficiaient de complicités en haut lieu. Leurs identités furent révélées en décembre 1968 par la revue *Kol Haïr*, mais ils n'ont jamais été inquiétés.

On sait même que le principal auteur du crime, Yehoshua Cohen, celui qui avait vidé le chargeur de sa mitrailleuse sur Bernadotte et le colonel Sérot, était devenu la garde du corps de Ben Gourion lorsque ce dernier avait pris sa retraite dans le kibboutz de Sdé Boker, dans le Néguev.

JEAN GUEYRAS.



d'Israël doit assumer toutes les conséquences ». Plus grave encore, M. Ralph Bunche semble presque accuser les autorités légales juives d'avoir armé le bras des assassins en relevant que « les déclarations nuisibles et non fondées concernant la supervision de la trêve faites par des responsables israéliens n'étaient pas de nature à décourager des actes répréhensibles de cette sorte ».

### « Le Suédois est allé trop loin »

Une allusion plus que transparente à la campagne de dénigrement qui a précédé l'assassinat du comte Bernadotte. Ce dernier, qui avait au cours de la seconde guerre mondiale sauvé, en sa qualité de délégué de la Croix-Rouge en Allemagne, des dizaines de milliers d'hommes — dont près de trente mille de confession juive — de la captivité et de la mort, avait été systématiquement calomnié et sali par une campagne de presse hystérique. Tour à tour qualifié d'« agent nazi » et d'« espion à la solde de la Grande-Bretagne », condamné pratiquement à mort par les dirigeants du Lehi, il n'avait même pas été épargné par certains responsables du gouvernement qui prétendaient à qui voulait bien les entendre : « Le Suédois est allé trop loin ».

M. Abba Eban, le représentant israélien à l'ONU, avait, dans un message daté du 10 juillet adressé à M. Shertok, le chef de la diplomatie israélienne, affirmé qu'il était de l'intérêt d'Israël « que prenne fin rapidement la mission Bernadotte, afin qu'il ne puisse pas rapporter à l'assemblée ».

Mais que pouvait-on donc reprocher au médiateur à Jérusalem. Certes pas son antisémitisme. Membre de la famille royale de Suède, profondément religieux — il avait la pureté et l'intransigeance des protestants — il était arrivé en Palestine sans idées pré-

propres, en recommandant la création d'une union fédérale israélo-arabe comprenant la Palestine d'avant 1921, c'est-à-dire incluant la Transjordanie.

Son premier plan, présenté le 27 juin 1948, suggère le transfert de Jérusalem et du Néguev aux Arabes, en échange de la Galilée qui reviendrait à Israël. Rejetés par les deux parties, ces recommandations provoquent une reprise des hostilités. Après un nouveau cessez-le-feu, imposé par les Nations unies le 18 juillet, Bernadotte revêt son plan dont un avant-projet est publié le 16 septembre, à la veille de son assassinat. Tenant compte des protestations d'Israël, il est revenu sur sa suggestion d'inclure Jérusalem dans la zone arabe et en propose l'internationalisation comme convenu par le plan de partage du 29 novembre 1947. Enfin, il insiste longuement sur le droit de tous les réfugiés de regagner leurs foyers, un droit qui lui tient particulièrement à cœur.

Le plan Bernadotte « deuxième version » se heurte comme le premier au double obstacle des Arabes qui, pris au piège de leur rhétorique maximaliste, continuent à demander que la Palestine devienne une entité arabe unifiée, et des Israéliens qui, grisés par leurs succès, souhaitent étendre leurs frontières au-delà des limites du plan de partage et ne reconnaissent pas le principe du droit au retour des Arabes palestiniens, qu'ils souhaitent voir s'installer dans les pays voisins.

### Une parodie de justice

Avec la disparition du médiateur, le « plan Bernadotte » est définitivement enterré. Ainsi disparaît, affirmé par la suite Nathan Yellin-Mor, l'un des dirigeants du Lehi, « le dernier obstacle à l'existence de notre Etat ». Ce dont se

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

en direct sur

EDOUARD  
BALLADUR

animé par  
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON  
et François RENARD (Le Monde)  
Paul-Jacques TRUFFAUT  
et Jacques ESNOUS (RTL)

RTL

En visite dans les camps de réfugiés kurdes

## Le premier ministre turc demande l'aide des Occidentaux

Le gouvernement turc a informé vendredi 16 septembre le secrétaire général de l'ONU de son opposition à l'envoi en Irak d'une mission d'enquête sur l'éventuelle utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes.

DYARBAKIR  
de notre envoyé spécial

« Les pays démocratiques occidentaux sont-ils prêts à prendre en charge la moitié des réfugiés ou, à défaut, à contribuer financièrement ? » C'est par ce solennel appel aux pays « champions des droits de l'homme » à prendre leurs responsabilités que M. Özal a clôturé, vendredi 16 septembre, au cours d'une conférence de presse, sa visite à la « cité des tentes » de Diyarbakir, où sont installés 14 000 réfugiés kurdes dans leur immense majorité, qui ont fui les bombardements de l'armée irakienne.

En cas de refus de « partager le fardeau », dont M. Özal a estimé le coût depuis le début de l'arrivée des réfugiés à 20 millions de dollars, la Turquie continuerait d'agir avec des moyens « dont les limites sont connues », mais l'on saurait alors « qui respecte réellement les droits de l'homme ».

Le premier ministre turc a expliqué le refus d'Ankara de recevoir une mission d'enquête de l'ONU sur l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak, mission jugée « inutile et inopportune », par son désir de ne pas voir « une action strictement humanitaire prendre des dimensions politiques » : il s'est par contre déclaré prêt à accueillir, aux mêmes

fins d'enquête, une mission du CICR, tout en réaffirmant que les examens pratiqués jusqu'ici ne permettent pas de conclure à l'utilisation d'armes chimiques.

La journée de vendredi a montré que le premier ministre ne manque pas de bonnes raisons, extérieures et intérieures, pour cantonner son action au strict plan humanitaire : non seulement la présence de réfugiés victimes et accusateurs du régime irakien peut compromettre la neutralité maintenue par la Turquie tout au long de la guerre du Golfe, mais l'essor attendu des relations commerciales avec l'Irak

s'exprimant en kurde, du camp de réfugiés, des députés du parti au pouvoir servent d'interprètes. C'est une première dans un pays où la mention même d'une langue kurde distincte était, récemment encore, assimilée à une visée séparatiste.

Dans une steppe récemment désherbée et aspergée d'insecticides, à une dizaine de kilomètres de la ville, « la cité des tentes » aligne sans fin un millier de rudimentaires abris de toile : dans chacun d'eux logent, à même le sol, deux ou trois familles. A l'entrée du camp, un plan indique les principaux services publics installés dans des roulottes : un dispensaire, une mosquée, un



(deuxième partenaire de la Turquie) mais elle peut aussi, en Turquie, tout à la fois relancer la revendication kurde et opposer partisans et adversaires de la relative libéralisation actuellement en cours. Souhaitée par le premier ministre, elle a culminé vendredi avec la diffusion, par la télévision turque, des entretiens de M. Özal avec les chefs,

commissaires, une banque pour les maigres économies que les réfugiés ont pu emporter. On n'a pas oublié balais, broches et tabourets pour les enfants, des milliers, avec leurs mères, à accueillir le convoi de M. Özal.

« A mort Saddam, vive Barzani ! »

Les banderoles soulignent la bienvenue et proclament la reconnaissance mais un seul cri jaillit, en kurde : « A mort Saddam Hussein, vive Barzani ! », poussé par des milliers de peshmergas, les combattants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dans la tenue traditionnelle, presque inconnue de ce côté de la frontière où elle semble un uniforme : large pantalon beige retenu par une ceinture de toile et kaffieh noué en turban. Des portraits de Mustafa Barzani, le dirigeant historique du Mouvement national kurde en Irak et de son fils, Massoud, l'actuel chef du PDK, sont brandis par la foule qui déborde le

### Les échappatoires d'un ministre irakien

Vingt-quatre heures avant que ne soit connu le refus de Bagdad d'accueillir une mission d'enquête internationale, le ministre irakien de la Défense, M. Adnan Khatrafi, avait laissé planer, jeudi 15 septembre, un doute quant à l'utilisation ou non d'armes chimiques par l'armée irakienne dans ses opérations contre les Kurdes. Il s'est ainsi refusé à répondre par « oui » ou « non », lors d'une conférence de presse, tout en déclarant que si la règle était de « ne pas utiliser »

ces armes, « toute règle a ses exceptions ». Le ministre s'est en outre réjoui derrière des arguments techniques, estimant que l'usage de gaz dans les régions montagneuses du Kurdistan était « impossible » car il présentait trop de dangers pour les forces gouvernementales engagées dans ces opérations. De plus, a-t-il ajouté, les combattants kurdes étaient trop éparpillés pour rendre efficaces les armes chimiques.

Dans le sud du Liban

## Vaste opération israélienne

L'armée israélienne a occupé, vendredi 16 septembre, trois villages druzes au sud-est du Liban, lors d'une vaste opération hors de la « zone de sécurité » établie par l'Etat hébreu, a constaté le correspondant de l'AFP sur place. Plus de deux cents soldats israéliens et militaires pro-israéliens de l'Armée du Liban sud (ALS), appuyés par une trentaine de blindés et de chars de type Merkava, ont pris le contrôle de Mimes, Kfeir et Khawla. L'avance de l'armée israélienne a été précédée par des tirs d'artillerie lourde, en provenance de la « zone de sécurité ». L'armée syrienne, déployée à quelque 5 kilomètres plus au nord, a décrié la mobilisation dans ses rangs.

Cette opération intervient quelques heures après une tentative d'un commando de trois Palestiniens du Front de libération de la Palestine (FLP) de M. Talast Yacoub - qui ont tenté de s'infiltrer dans le nord d'Israël, et au lendemain d'une tournée d'inspection du ministre syrien de la Défense, le général Moustapha Tlass, des lignes syriennes au sud-est du Liban. Elle est la première de cette ampleur depuis début mai, lorsque trois mille soldats s'étaient déployés durant quatre jours dans ce secteur du Liban sud.

Dans une interview accordée au quotidien israélien Jerusalem Post,

et publiée vendredi, l'un des plus proches collaborateurs de M. Yasser Arafat, M. Bassam Abou Charif, a souligné que les « opérations militaires » contre Israël allaient se poursuivre, de même, d'ailleurs, que le soulèvement dans les territoires occupés.

Parallèlement, M. Bassam Abou Charif a réitéré la disponibilité de l'OLP à négocier avec les Israéliens. « L'OLP veut négocier avec Israël. Pensez-vous que nous allions à une conférence internationale pour discuter avec le roi Hussein ? Ou pour négocier avec la France et les Etats-Unis ? Nous voulons aller à une conférence internationale pour négocier avec Israël », a-t-il souligné.

M. Bassam Abou Charif a accordé cette interview inhabituelle - au correspondant du Jerusalem Post en France, M. Michel Zlotowski, lors de la visite de M. Arafat à Strasbourg, les 13 et 14 septembre. Il y a quelques mois, le même journal avait déjà publié l'interview d'un autre responsable palestinien, M. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP en France. Le pacifiste israélien Abie Nathan a, pour sa part, été interrogé par la police israélienne vendredi, à son retour en Israël, après avoir rencontré M. Arafat il y a quelques jours à Tunis.

LIBAN : l'élection présidentielle

## La France envoie une mission de conciliation à Beyrouth

BEYROUTH  
de notre correspondant

Les rares informations parvenues de Damas sur les négociations syro-américaines, dont dépend le sort de l'élection présidentielle libanaise, sont plutôt négatives.

Après une journée de pause, vendredi, consacrée par le secrétaire d'Etat adjoint, M. Richard Murphy, à des consultations avec son gouvernement, les pourparlers devaient reprendre samedi 17 septembre.

L'expectative se prolonge dans une atmosphère qui s'alourdit : il ne reste plus que cinq jours avant la date butoir du 23 septembre pour parvenir à une solution. Et, en attendant l'hypothétique signal d'entente en provenance de Damas, les deux camps au Liban envisagent une vacance de la présidence. Sur le plan du quorum parlementaire, la situation est, en tout cas, totalement bloquée, trente-neuf députés se trouvant en secteur chrétien, trente-trois (y compris deux retenus plus ou

moins contre leur gré : MM. Farid Serhal et Mikhael Daher) en secteur musulman et quatre à l'étranger.

La France a envoyé à Beyrouth un émissaire, M. Gilbert Peryolles, secrétaire général du Quai d'Orsay, accompagné du directeur du département Afrique du Nord-Moyen Orient, M. Alain de Jannet, avec une mission de rapprochement interlibanaise. La délégation française, attendue samedi matin par le secteur chrétien, devait être reçue par le président, M. Amine Gemayel, à qui elle remettra un message de M. Mitterrand, puis, en secteur musulman, par le président de l'Assemblée, M. Hussein Husseini, et le chef du gouvernement, M. Selim Hoss.

L'initiative française est distincte de celle des Etats-Unis, ainsi que l'a souligné l'ambassadeur de France au Liban, M. Blanc. Elle comporte également des démarches auprès des autorités syriennes et israéliennes.

LUCIEN GEORGE.

## Diplomatie

## M. Gorbatchev, le radar de Krasnoïarsk et les bases étrangères en Asie

(Suite de la première page.)

A de rares exceptions près, ces interpellations visent à demander une accélération des changements et non pas leur ralentissement, elles expriment plus la crainte d'un échec des réformes que leur refus.

Or, en décevant l'attente qu'il a suscitée, M. Gorbatchev s'expose à la fois au redoublement des pressions conservatrices et à l'apparition d'un mécontentement organisé, aux surenchères et à une polarisation qui lui compliquerait encore un peu plus la tâche. Il en est d'ailleurs tellement conscient qu'il déclarait, jeudi, en Sibérie : « Nous avons maintenant besoin d'actes. C'est la caractéristique spécifique de l'étape actuelle de la politique que nous avons élaborée dans [...] un affrontement d'opinions qui fut parfois spectaculaire. »

Pour essayer de résoudre, à moyen terme au moins, ce problème alimentaire dont il a souligné, vendredi, qu'il était le plus important de tous, le secrétaire général avait pris dès le début de l'été, une généralisation accélérée de la cession des terres - sous forme de baux de longue durée - aux paysans disposés à les exploiter à leur compte. Il a insisté à nouveau dans ce discours de rentrée sur la nécessité de développer, et pas seulement dans l'agriculture, ce recours à l'initiative individuelle, et annoncé aussi des « mesures préférentielles » visant à dynamiser l'économie des régions sibériennes et extrême-orientales.

Il s'agit, notamment, de donner aux entreprises, y compris coo-

pératives, de ces régions le droit de nouer des contacts directs avec les marchés extérieurs. Et, beaucoup plus spectaculairement encore, de créer à l'est des « zones d'entreprises mixtes ».

### Des « zones d'entreprises mixtes »

Rappelant, a priori, beaucoup les zones franches déjà existantes en Chine populaire, ces zones d'entreprises mixtes devraient bénéficier d'importants avantages fiscaux et douaniers et attirer en conséquence les capitaux étrangers qui trouveraient là des ressources en main-d'œuvre et en matières premières à des prix très concurrentiels.

M. Gorbatchev a également souligné que l'URSS, la Chine et le

Japon développent - comme le propose, a-t-il noté, la presse chinoise - des activités économiques conjuguées dans les domaines industriels mais aussi agricoles et que des relations économiques puissent se nouer entre l'URSS et la Corée du Sud.

Totalement fermée aux étrangers depuis plusieurs décennies, Vladivostok, en face des côtes japonaises, accueillera au début du mois prochain un colloque international sur le développement de la région Pacifique, qui fascine autant l'Union soviétique que les Etats-Unis. Comme tant d'Américains, les Soviétiques commencent en effet à considérer que les rives du plus grand des océans délimitent le dynamisme et la prospérité du XXI<sup>e</sup> siècle et ne veulent pas rater

leur insertion dans ce nouvel ensemble régional.

Depuis deux ans déjà, M. Gorbatchev avait donc multiplié les propositions de détente politique en direction des pays d'Asie et du Pacifique. Il les a reprises vendredi en proposant d'un coup de « commencer sans délai les préparatifs d'un sommet » soviéto-chinois ; d'ouvrir des consultations sur la non-augmentation des forces navales dans la région ; de négocier une diminution de l'activité et de l'ampleur des forces navales et aériennes dans les zones côtières de l'URSS, de la Chine et des deux Corées ; de renoncer à la base de Cam Ranh au Vietnam si les Etats-Unis renonçaient à leurs bases des Philippines ; de conclure des accords sur la sécurité des lignes

maritimes et aériennes ; d'ouvrir d'ici à 1990 des conférences visant à faire de l'océan Indien une zone de paix et de définir enfin, avec les Etats-Unis et la Chine, un mécanisme de négociations sur la sécurité en Asie-Pacifique qui s'inspirerait apparemment du modèle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. En attendant, M. Gorbatchev a annoncé que l'URSS continuerait à ne pas augmenter le niveau de ses armements nucléaires dans la région.

Dans le même temps, M. Gorbatchev a proposé de transformer la station radar soviétique de Krasnoïarsk en un « Centre international pour l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques » qui relèverait d'une « Organisation mondiale de l'espace » à créer, en concertation avec « des savants de tous pays ».

L'existence de cette station de Krasnoïarsk constitue aux yeux des Américains une violation du traité ABM sur la limitation des défenses antimissiles et ce point de contentieux est l'une des principales pierres d'achoppement dans les négociations sur la limitation des armes stratégiques.

Bien que M. Gorbatchev n'ait pas formellement annoncé la destruction de cette station mais sa transformation, il s'agit donc là d'un geste significatif. « De notre réponse », a dit le secrétaire général à la préoccupation exprimée par l'« Ouest ». L'URSS attend maintenant, a-t-il ajouté, un geste similaire à propos des stations radar américaines de Grande-Bretagne et du Groenland.

BERNARD GUETTA.

## Réaction négative à Washington

Les Etats-Unis ont rejeté vendredi 16 septembre les propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement et la sécurité en Asie. S'agissant de la transformation de la station radar de Krasnoïarsk, en Sibérie orientale, en « centre international pour l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques », le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a révélé que l'URSS avait déjà fait cette proposition lors des discussions qui se sont tenues le 31 août à Genève, sur la révision du traité ABM, qui limite les systèmes anti-missiles et que les Etats-Unis l'avaient déjà écartée.

Transformer la station de Krasnoïarsk - en centre spatial, en salle de cinéma drive-in ou en aéroport

qu'il d'autre ne répond pas à la nécessité de démontrer ce qui constitue une violation du traité », a ajouté M. Fitzwater.

A propos de l'offre de M. Gorbatchev de renoncer à la base navale soviétique de Cam Ranh au Vietnam, si les Etats-Unis fermaient leurs bases aux Philippines, M. Fitzwater a estimé que cette idée « n'avait pas beaucoup de sens ». Un responsable du département d'Etat a estimé pour sa part qu'au vu de ce que la presse rapportait du discours du secrétaire général du Parti communiste soviétique, il ne contenait rien « que les Soviétiques n'aient pas déjà avancé ».

A TOKYO, les propositions de M. Gorbatchev ont été qualifiées

d'irréalistes au ministère de la Défense. De même source, on estime que les propos du dirigeant soviétique étaient destinés à la propagande, en relevant qu'il intervenait à un moment où la diplomatie américaine est moins active en raison de la campagne pour la prochaine élection présidentielle aux Etats-Unis.

« A PÉKIN, la presse chinoise a donné un compte rendu factuel extrêmement détaillé des propositions de M. Gorbatchev, en faisant notamment ressortir la perspective qu'il a évoquée d'un développement important des relations économiques entre l'URSS et la Corée du Sud.

## Deux soviétiques et deux américaines

Les Etats-Unis disposent de deux bases aux Philippines, qui sont parmi les plus importantes qu'ils aient hors de leur territoire. Celle de Clark peut abriter entre 150 et 200 appareils de combat et recevoir les avions les plus gros, comme les bombardiers stratégiques B-52 ; c'est de là qu'ils décollaient pour bombarder le Vietnam du Nord pendant la guerre du Vietnam. Non loin de là, la base navale de Subic Bay possède les réserves logistiques les plus importantes de toute l'armée américaine. Elle abrite sept mille militaires américains. Des négociations sont actuellement en cours entre Washington et Manille sur le renouvellement de l'accord sur ces bases, qui

expire en 1991. Devant les exigences philippines, qualifiées de « réhabilitatrices », M. George Shultz a laissé entendre que les Etats-Unis envisageaient depuis quelques années des solutions de réchange.

Les Soviétiques, pour leur part, disposent de deux bases au Vietnam, à Cam Ranh et à Danang. Il s'agit de deux anciennes bases de l'armée américaine abandonnées à l'issue des accords de Paris sur le Vietnam en 1973. Danang est une base aérienne qui accueille, entre autres, les avions soviétiques à long rayon d'action venus de Vladivostok. Cam Ranh peut recevoir des navires de surface aussi bien que des sous-marins.





## Communication

## Situation de crise dans l'audiovisuel public

Les bons conseils de Mr. Financement

aujourd'hui, la Renault 19

# LA RENAULT 19TR\* POUR 427F/mois

la 1<sup>re</sup> année

**Diac**  
Credit Renault

## Mr. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.

Location avec option d'achat  
60 mois, moyennant un versement initial de 24 400 F  
(dont 15 250 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 9 150 F de dé  
de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loy  
de 4 277 F, 12 loyers de 7 027 F et 36 loyers de 11  
Coût total en cas d'acquisition 78 993 F. \* Renault 19  
3 portes - Prix TTC au 05/09/88 61 000 F - Modèle présen  
Renault 19 TXE: 83 800 F - Jantes alu en op  
Sous réserve d'acceptation du dossier par la  
S.A. au capital de F 321 490 700 - 27-33, quai Le  
92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002

**APPEL GRATUIT 05.25.25.**





Séoul

ouverture

la fête

En match d'ouverture du tournoi olympique de volley-ball, l'équipe de France a connu une première déception face à la sélection des Pays-Bas. Plus efficaces en attaque et au contre, les Néerlandais ont gagné en quatre sets (15-3, 15-1, 15-7).

**SÉOUL**  
de notre envoyé spécial

Là-bas, à Nice, Caroline est devant son téléviseur. Impossible de rater ce premier rendez-vous olympique quand on est l'épouse néerlandaise de l'un des meilleurs volleyeurs français. Pourtant, entre son pays d'origine et son pays d'adoption, le cœur de Caroline ne balance plus. « Si nous devions perdre contre les Pays-Bas, elle ne me parlerait plus, sourit Laurent Tillie avant le match. Elle est une fan inconditionnelle de l'équipe de France. » Grâce à elle et à ses relations familiales, Laurent Tillie est probablement le joueur le mieux renseigné sur les progrès de l'équipe néerlandaise. Par voie de conséquence, il était l'un des moins rassurés, samedi 17 septembre, au moment de pénétrer dans le gymnase de l'université Hanyang. Les résultats récents des Néerlandais sont en effet impressionnants.

A l'instar des Français en 1986, les volleyeurs des Pays-Bas ont suivi depuis plusieurs mois une préparation intensive. Dans une poule préliminaire qui comprenait la Tunisie, le Japon, l'Argentine et les États-Unis, ils font partie de ceux qui peuvent

barrier la route de la demi-finale aux Français. Les affronter d'entrée de jeu n'était pas un avantage. « Pour nous, le premier match d'une compétition est toujours important, explique Eric Daniel, l'entraîneur de l'équipe de France. Nous avons toujours du mal à bien jouer la première rencontre. C'était le cas l'an dernier aux championnats d'Europe contre l'Italie. » Les Français étaient malgré tout devenus vice-champions d'Europe derrière l'URSS.

« Le problème posé par les Pays-Bas est essentiellement physique, à cause de leur gabarit », estimait Eric Daniel. Pour se protéger des assauts adverses, les Néerlandais ont en effet, dans un réflexe ancestral, construit une digue : six joueurs mesurent plus de 2 mètres. Même le passeur est aussi grand que le plus grand joueur français (Philippe Meunier, 2,04 mètres). Dans le souci de peaufiner leur préparation, les Français se sont arrêtés au Japon pour livrer quatre sets d'entraînement face à la Bulgarie, une formation qui présente les mêmes caractéristiques physiques que les Néerlandais. « Nous avons des conseils précises en fonction du jeu très haut perché et très puissant des Néerlandais », disait Laurent Tillie, mais il faut surtout évaluer notre peur. La peur de l'inconnu. « S'ils ont vent des progrès colossaux de l'adversaire, les Bleus n'ont pas eu l'occasion de les vérifier sur le terrain. C'est l'un des rares équipes que la France n'a pas rencontrées cette saison au cours des nombreux tournois de préparation.

**SÉOUL**  
de notre envoyé spécial

« La plus grande anvergne (2,02 m) de l'équipe de France. Trouve rarement un lit à sa taille (2 m) et craint particulièrement les lits encastrés. Architecte, collaborateur de l'architecte olympique de Montréal (1976), M. Taillebert. Un excellent mental. Sait parfaitement placer ses défenses. » La légende du trombinoscope des équipes de France olympiques omet une précision importante en ce qui concerne Arnaud Bouet : le gardien de but du water-polo a débarqué à Séoul le sommet du crâne coloré en bleu-blanc-rouge.

Il est aussitôt devenu la coqueluche des caméras en mal d'images originales. Interviewé par la chaîne américaine NBC, reportage sur la chaîne coréenne KBS, photos à la « une » de la presse locale : la crête tricolore du

de la dette

## Les XXI<sup>es</sup> Jeux olympiques à Séoul

VOLLEY-BALL : France-Pays-Bas

### Premier accroc

Entre les deux formations, les résultats transmis par la presse spécialisée ont peu à peu pris l'allure d'une guerre des communiqués. Qu'y a-t-il derrière les flatteries victorieuses néerlandaises de ces derniers mois ? Laurent Tillie tentait de se rassurer : « Nous avons visionné quelques cassettes. Je suis convaincu qu'ils n'ont pas changé leur jeu depuis que nous les avons battus au championnat d'Europe. » Mais le joueur de l'AS Cannes est assez lucide pour convenir que l'équipe de France n'a pas à l'heure actuelle la forme qui était la sienne en 1987. « Nous alternons le bon et le très mauvais », admettait-il l'avant-veille du match inaugural, après une médiocre prestation contre la Corée du Sud. Cette ultime rencontre d'entraînement, dans un anonyme gymnase de Séoul, n'avait pas rempli d'optimisme la poignée d'observateurs français présents. Tous partageaient l'opinion d'Eric Daniel : « Pas enthousiasmant ! »

Le service-réception laisse à désirer. Si le coach français espérait une « métamorphose » en ce domaine avant le début de la compétition, c'est parce que ses joueurs ont désormais une expérience internationale qui leur permet de surmonter les défaillances techniques lors de grands rendez-vous. Plus inquiétantes sont les lacunes en contre et en défense face aux immenses canonnières néerlandaises. « En France, il n'y a aucune formation

dans ces domaines, a coutume de rappeler l'entraîneur national. Les progrès que nous avons faits en équipe de France sont encore fragiles. Nous manquons de régularité. Dans certains matches, nous passons complètement à côté à cause de la défense. »

Avec une taille de 1,93 mètre, Laurent Tillie doit à chaque fois sauter à fond pour espérer contrer les smashes adverses. Ses copains Jean-Marc Jurkovicz (1,95 m), Hervé Mazzon (1,92 m), Philippe Blain (1,94 m), Olivier Rossard (1,95 m) sont à la même enseigne. Au bout de deux heures de match la fatigue pèse lourd dans les jambes, et la promptitude en défense, lorsqu'il s'agit de plonger au ras du sol pour renvoyer les boulets ennemis, s'en ressent. C'est pourquoi Alain Fabiani, le capitaine français, espérait une victoire rapide contre les Pays-Bas. Un K.O. en trois rounds pour éviter de s'épuiser en cinq sets incertains. « Nous y laisserions des plumes », disait-il en confiant aux journalistes sa recette miracle : que la France joue son jeu en faisant abstraction de celui de l'adversaire.

Mathématiquement, une défaite face aux Pays-Bas n'hypothèque en rien les chances françaises d'accéder au podium olympique. Moralement, c'est une gifle que Fabiani et Tillie n'ont pu éviter sur le plancher de Hanyang. Tous les deux ont renoncé à une carrière en Italie pour la cause de l'équipe de France. Ils ont sacrifié les gros salaires que leur payaient les clubs italiens pour spéculer sur l'olympique.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

### Spéculations et podium

Le Français le plus remarqué

### Un Iroquois dans les « bois »

**SÉOUL**  
de notre envoyé spécial

Les stars de ces XXI<sup>es</sup> Jeux d'été sont d'ores et déjà connues. Elles ont pour nom Biondi, Lewis, Johnson, Griffith, Joyner, Bubka... Mais les Jeux ne s'écroulent plus seulement des héros. Cet hiver, à Calgary, Eddy « The Eagle » Edwards avait disputé la vedette aux plus grands sauteurs à ski en faisant des bonds de saucisson. A Séoul, un Français est en train de se tailler une popularité analogue : Arnaud Bouet, le gardien de but de l'équipe de water-polo, a priori condamné à faire de la figuration dans le tournoi olympique. Il s'est tout simplement teint les cheveux aux couleurs du drapeau national.

poloïste du Racing club de France est en passe de devenir aussi célèbre que, négatifs, le bérêt basque du cosmonaute Jean-Loup Chrétien.

Provocation ? Excentricité ?

« C'est à la suite d'un pari que je me suis fait cette tête, un peu comme le tennismen Mikael Pernfors lors d'une finale de la Coupe Davis en Australie », explique ce jeune homme de bonne famille. Elevé dans les beaux quartiers, venu à la natation au cours d'une croisière familiale, établi profes-

sionnellement, il n'a rien en effet d'un punk. Mais d'évidence, à l'instar de certains de ses camarades rugbymen du Racing membres du « Showbiz », il ne déteste pas le canular dans la tradition des élèves des Beaux-Arts.

« A vrai dire je ne m'attendais pas à de telles réactions de la part des médias. Si j'avais pu m'en douter je ne serais sûrement pas passé chez le coiffeur. Personnellement, cela ne me dérange pas dans la mesure où cela ne crée pas de problèmes au sein de l'équipe », reconnaît l'Iroquois. Il faut dire que

ses coéquipiers n'ont guère apprécié la farce. « C'est sa dernière participation avec l'équipe de France. Il a trouvé ce moyen pour faire parler de lui. C'est un choix. Moi, je n'aurais pas agi de la même façon. C'est la première fois que les poloïstes français se qualifient pour les Jeux depuis Rome en 1960. Et ça c'est vraiment important », note le Marseillais Bruno Boyadjian.

Arnaud Bouet, auquel les Coréens demandent dans la rue de poser pour des photos et de signer des autographes, ne s'inquiète pas trop de ce genre de réactions du moment qu'elles n'ont pas de conséquences sur le rendement de l'équipe. Il entretient donc avec soins le coloriage : « La coupe et la teinture m'ont coûté 750 F dans le quartier des Halles. Pour les Jeux, j'ai pensé que ce n'était pas un mauvais investissement. »

ALAIN GIRAUDO.

Le taekwondo en démonstration

### Education martiale

Le taekwondo a les honneurs olympiques. Lors de la cérémonie d'inauguration des Jeux, et comme sport de démonstration, Frank Cribaillet, un Marseillais de vingt-huit ans, ancien champion d'Europe, est le leader des quatre Français, venus défier les Coréens chez eux. Il expose les particularités de cet art martial, cousin coréen du karaté japonais.

**SÉOUL**  
Correspondance

« Le taekwondo, qu'est-ce que c'est ? »

« C'est l'art martial coréen, le sport national ici. Il existe depuis des siècles. Tout le monde en fait. Il est obligatoire pour les enfants, au lycée, à l'université, à l'armée... On trouve des salles de taekwondo dans les entreprises. Personne n'y échappe. Les gamins y trouvent des principes d'éducation. Les jeunes pratiquent des compétitions. Les adultes en font un exercice de mise en condition, et une philosophie. Respiration, maîtrise de soi, contrôle de ses sens... Plus on vieillit, plus cet aspect prend de l'importance.

« Avant de se battre, on médite... Comme dans tous les arts martiaux ? »

« Un art martial oriental a toujours deux caractéristiques. Une mentale : on pratique cet art pour parvenir à se réaliser, pour bien percevoir les choses. On appelle l'état qu'on cherche à atteindre le zen, ou autre chose... En coréen, « do » signifie « la voie », au sens mystique du terme. On la symbolise par la mer, calme, apaisée... Ensuite, il y a l'aspect combat. Les différences entre les arts japonais, chinois, coréen, viennent de là. Originellement, le taekwondo était la technique de combat des soldats. L'art martial était l'instrument de la défense du pays. On enseignait des techniques pour tuer. Et on les enseignait dans un esprit très militaire.

« Le sport pratiqué aujourd'hui n'est-il gardé des traces de ces origines ? »

« Avec des adaptations. Du combat à mort, on est passé à la compétition. Certaines techniques ont été supprimées, certains coups, interdits. Le sport est fondé avant tout sur la vitesse, la souplesse, la dynamique. En coréen, « taek » signifie « pied », et « kwon » « poing ». Littéralement, notre sport s'appelle « donner des coups de pieds et des coups de poings en suivant sa voie ». Des coups de pieds au-dessus de la ceinture, des coups de poings au buste. La gorge et la figure sont des cibles interdites pour les mains. Mais tous les coups sont portés, on

ne les contrôle pas. Les combattants doivent porter des protections : casque, coquilles, protège-avant-bras et protège-tibias... »

« Le taekwondo militaire n'est-il totalement disparu ? »

« On l'enseigne toujours à l'armée, avec toutes ses techniques. On l'enseigne aussi en Corée du Nord. Là-bas, il est beaucoup plus important sous cette forme-là que sous son aspect sportif. Il est resté avant tout une technique de combat. On appelle cette variante l'apkido. Là, tous les coups sont permis. Des atémis, (coup porté par le tranchant de la main) à la gorge par exemple, ou des projections... Cela dit, même dans la version « douce », la sportive, un côté militaire existe toujours. C'est une question de mentalité.

« Le mental est resté martial... »

« Martial et coréen. Nous sommes ici dans une société très hiérarchisée, très disciplinée, où le respect dû aux anciens, aux maîtres, à ceux qui savent, est capital. Le taekwondo s'en ressent beaucoup. Par exemple : on doit le salut aux maîtres de taekwondo, systématiquement. Y compris si on les croise par hasard dans la rue. Les séances d'entraînement sont régies de manière immuable. On commence le cours au garde-à-vous. On salue le drapeau coréen. Le capitaine des élèves lit un serment, la main sur le cœur. Il salue le maître, avec les autres élèves. Ceux-ci saluent à leur tour le capitaine. Et on peut commencer.

« En Europe, les pratiquants observent-ils le même cérémonial ? »

« Nous sommes différents. Tous ces rites ne sont pas respectés. Pour nous, il s'agit d'un sport, pas d'une culture. Le taekwondo a été introduit par des maîtres coréens en Occident. Ce sont eux qui enseignent actuellement, qui forment l'encadrement de l'équipe de France. Mais, à terme, si ce sport se développe en France, nous pourrions sans doute nous passer de leur aide. Les Turcs par exemple, qui commencent à bien rivaliser avec les Coréens en compétition, sont autonomes... »

« Un Coréen battu en compétition par un Européen, c'est possible ? »

« C'est déjà arrivé. Pas à moi, mais j'espère quand même y parvenir un jour. Les Coréens ont beaucoup d'avance, parce que leur réservoir de pratiquants est inépuisable. Parce que les champions sont des espèces de demi-dieux aussi, pour qui perdre est interdit. J'ai vu des Coréens battus s'effondrer en larmes, refuser de quitter le tapis... Mais ils ne seront pas toujours les seuls maîtres de leur sport. En judo, les Japonais en ont déjà fait l'expérience ! »

Propos recueillis par CLAUDE ASKOLOVITCH.

Séoul '88

## Un pour Douze, Douze pour un.

A l'heure où la planète s'apprête à vivre son plus grand événement sportif, la Communauté européenne soutient ses athlètes.

320 millions de regards sont tournés vers Séoul avec l'espoir d'y voir briller leurs étoiles.

Puissent-elles briller en or, en argent et en bronze.

Puissent-elles surtout, à la veille du grand marché de '92, montrer une Communauté européenne vivante, solidaire et déterminée.

Allez, les Douze ! Le monde vous regarde.



COMMISSION  
DES COMMUNAUTÉS  
EUROPÉENNES

هكذا من الأصل

# Météorologie

## Les disciples de Confucius

## La piscine sans vagues

# Catastrophes

## Le cyclone Gilbert a fait fuir cent mille Mexicains

## TOUT SUR LES JEUX OLYMPIQUES

## RECORDS A BATTRE RÉSULTATS

**EN DIRECT**  
**36.15 LM**

**PHILIPPE BROUSSARD.**

## Mots croisés

**PROBLÈME N° 4833**  
**HORIZONTALEMENT**

## VERTICALEMENT

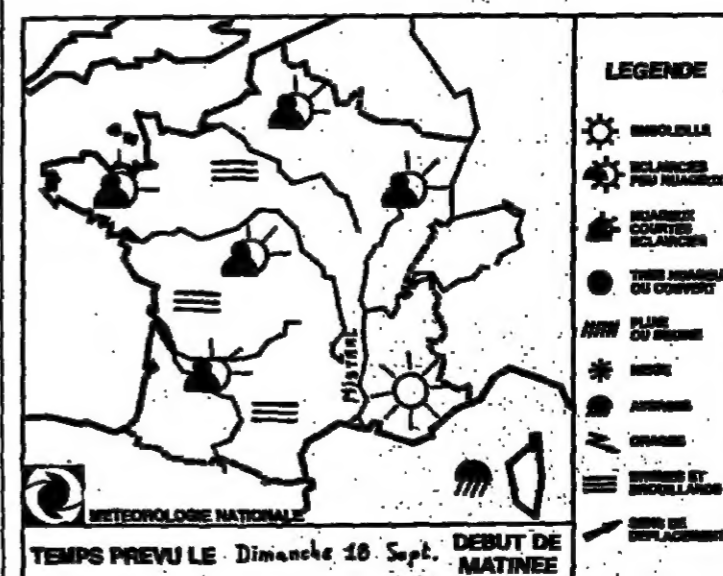
1. Monter en croupe par exemple. Faire des observations. - 2. Pas d'une façon régulière. - 3. Points d'aiguille. Soite pour ranger les verres. Est généralement réservé pour les bonnes œuvres. - 4. Un auteur d'œuvres légères. Une prune. - 5. Serrer comme des sardines. Pas gonflée. - 6. Compé. Un ancien royaume. Pour boucher. - 7. Ville. Nom qu'on peut donner aux cabinets. Fournit une noix. - 8. Peuvent se faire avec un cuir. N'est pas à sa place dans une collection de papillons. - 9. Qui n'accrochent pas.

### Solution du problème n°

I. Malfrat. - II. Ecole. Eau. -  
III. Lierie. - IV. Os. Si. - V. Ara-  
bles. - VI. Arnica. Mt. -  
VII. Nasse. Lee. - VIII. Et. Trial.  
- IX. Semées. Li. - X. Al. Eider. -  
XI. Culasse.

**Verticalement**  
1. Mésomane. - 2. Acis. Râteau.  
- 3. Lot. Ans. Mil. - 4. Fleuriste. -  
5. RER. Acérées. - 6. Isha. Isis. -  
7. Tee. La. Dé. - 8. Semelle. -  
9. Nudiste. Ire.

**GUY BROUTY.**



TEMPÉRATURES				moyennes - minimales et maximales observées	
Valeurs moyennes relevées entre le 16-8-1968 à 6 heures TU et le 17-8-1968 à 6 heures TU					
FRANCE		TOURS		LOS ANGELES	
ALGER	23 10	17 11	P	INDIANAPOLIS	22 16
BARCELONE	18 14	16 12	P	MADRID	21 9
BOMBAY	18 12	N		MARSEILLE	23 18
BRESCIA	15 11	N		MILAN	19 9
BUEENOS AIRES	16 14	N		MONTREAL	17 3
CALCUTTA	16 12	C		MOSCOW	15 10
CHENNAI	14 12	C		PARIS	20 13
COLUMBO	15 10	N		SAO PAULO	21 11
COPENHAGEN	16 14	N		SEATTLE	20 6
DALLAS	17 9	N		SINGAPORE	22 11
DENVER	15 13	N		SYDNEY	21 19
GUAYMAS	16 14	N		TOKYO	22 15
HANOI	17 9	N		YOKOHAMA	22 15
HONG KONG	15 13	N			
KARACHI	17 9	N			
KUALA LUMPUR	17 9	N			
LAHORE	17 9	N			
LONDON	17 10	N			
MADRID	14 18	P			
MALACCA	14 18	P			
MARSEILLE	22 12	P			
MELBOURNE	16 14	N			
MUMBAI	15 11	N			
NAGPURA	19 14	N			
NEW DELHI	18 9	N			
NOYI-DUTCH	15 9	N			
OSAKA	16 8	N			
PARIS	22 12	P			
PERMUT	16 14	N			
PORT BLAIR	15 11	N			
PORT KAITUMA	19 14	N			
PORT KAITUMA	18 9	N			
PORT KAITUMA	15 9	N			
PORT KAITUMA	16 8	N			

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)











